

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### CMV MEDIFORCE

Société anonyme au capital de 7 568 120 euros.  
Siège social : 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris.  
306 591 116 R.C.S. Paris.

**Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2017.**

#### I. — Bilan et hors-bilan.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/16	31/12/15
Caisse, banque centrale, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	45 174	48 205
Créances sur la clientèle	186 718	190 736
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	8	8
Participations et autres titres détenus à long terme	18	18
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	222 205	230 437
Location simple		
Immobilisations incorporelles	1 264	1 308
Immobilisations corporelles	142	31
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	5 740	2 049
Comptes de régularisation	6 268	6 343
<b>Total de l'actif</b>	<b>467 538</b>	<b>479 135</b>

Hors-bilan	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement	7 894	22 059
Engagement de garantie	244 621	254 942
Engagement sur titres		

Passif	31/12/16	31/12/15
Caisse, banque centrale, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	427 040	438 999
Opérations avec la clientèle	0	69
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	6 045	5 839
Comptes de régularisation	7 252	7 184
Provisions pour risques et charges	1 404	1 390
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG	25 797	25 654
<b>Capital souscrit</b>	<b>7 568</b>	<b>7 568</b>

Primes d'émission	81	81
Réserves	9 713	9 720
Ecarts de réévaluation		
Provisions réglementées, subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	9	0
Résultat de l'exercice (+/-)	8 426	8 285
Total du passif	467 538	479 135

Hors-bilan	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement	76 471	79 622
Engagement de garantie	134	294
Engagement sur titres		

## II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	31/12/16	31/12/15
+ Intérêts et produits assimilés	14 537	14 944
- Intérêts et charges assimilés	- 6 229	- 7 227
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	109 261	111 546
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 99 130	- 100 746
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	13	4
+ Commissions (produits)	961	718
- Commissions (charges)		- 158
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	12 925	11 944
- Autres charges d'exploitation bancaire	0	
= Produit net bancaire	32 338	31 025
- Charges générales d'exploitation	- 16 731	- 15 766
- Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	- 105	- 117
= Résultat brut d'exploitation	15 502	15 142
- Coût du risque	- 2 721	- 2 551
= Résultat d'exploitation	12 781	12 591
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
= Résultat courant avant impôt	12 781	12 591
+/- Résultat exceptionnel	0	
- Impôt sur les bénéfices	- 4 356	- 4 307
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	
= Résultat net	8 426	8 285

## III. — Annexes aux comptes sociaux.

### 1. Principes comptables.

Les comptes sociaux de C.M.V Médiforce sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07 relatif aux états de synthèse individuels.

C.M.V Médiforce applique également le règlement ANC 2014-03 sur les passifs.

A) Opérations avec la clientèle. — Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations.

En application du règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les encours restructurés qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur et de ses créances précédemment déclassées en encours douteux. Il est demandé réglementairement de distinguer les encours restructurés à des taux de marché et les encours restructurés à des taux hors marché.
- Les encours douteux qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse trois échéances ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement.

De plus les encours douteux « compte permanent » se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois.

Sur ces comptes permanents la classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.

— Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû :

- des crédits transmis à notre partenaire EFFICO qui en assure le recouvrement pour notre compte,
- des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé,
- des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Les créances impayées ainsi que les créances ayant fait l'objet d'un réaménagement donnent lieu à dépréciation, calculée par différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux du crédit des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Les taux de provisionnement des créances sont fonction du classement de l'impayé.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « coût du risque », à l'exclusion des dotations aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi provisionnés, dans le produit net bancaire.

Au 31 décembre 2016, les encours sains restructurés à des conditions hors marché s'élèvent à 1.735 K€, soit 0,94 % de l'encours sain global. Compte tenu du caractère non significatif de ces encours, la décote prévue par la réglementation sur ces encours, et dont le mode de calcul est défini par le communiqué du 21 novembre 2003, n'a pas été évaluée à la clôture et ne fait par conséquent pas l'objet de provision spécifique.

B) Crédit bail, location avec option d'achat et location simple. — Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations. Elles correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

L'encours douteux des opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou provisionnées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et les loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

Les durées d'amortissement pratiquées sur les principales catégories de matériels financés sont :

- 4 ans pour les véhicules,
- 5 ans pour le matériel médical.

CMV Médiforce suit les préconisations de communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence, relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du Code monétaire et financier.

C) Titres. — Les opérations sur titres sont comptabilisées en fonction de la destination donnée aux titres lors de leur acquisition.

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à leur valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de l'écart constaté.

D) Immobilisations. — Les amortissements sont pratiqués suivant le système et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous :

Logiciel acquis	1 à 4 ans linéaire
Agencement, installations	3 à 5 ans linéaire
Matériels de bureaux	3 à 5 ans linéaire ou dégressif
Matériel Informatique	3 à 5 ans linéaire ou dégressif
Mobilier	10 ans linéaire

E) Avantages bénéficiant au personnel. — Les avantages consentis au personnel de CMV Médiforce sont classés en quatre catégories :

— Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

— Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité. Elle résulte notamment de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation du contrat de travail.

— Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par des compléments de retraite bancaire et par les primes de fin de carrière. Ils font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. La valeur des actifs de couverture éventuels est déduite du montant de l'engagement provisionné. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels.

— A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, CMV Médiforce applique de manière anticipée les dispositions de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et assimilés qui permettent de se rapprocher en partie des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par la Commission européenne en juin 2012.

— Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférent à des services passés est comptabilisé.

F) Enregistrement des produits et des charges. — Les produits et charges d'exploitation bancaire sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis à l'exception des indemnités de retard sur dossiers de crédit qui sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

G) Commission d'apport de dossiers de crédit. — L'application du règlement ANC 2014-07 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, conduit CMV Médiforce à enregistrer les commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle, de manière étalée sur la durée de vie des contrats.

H) Impôt sur les sociétés. — L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, CMV Médiforce comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

## 2. Notes sur le bilan.

A) Créances sur les établissements de crédit. — Ces créances se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes à vue	4 154	10 205
Comptes et prêts à terme	41 000	38 000
Total	45 154	48 205

B) Créances sur la clientèle. — Ces opérations se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Encours sains	181 399	184 278
Dont encours restructurés	0	1 735
Encours douteux	13 276	12 868
Dont encours douteux compromis	7 441	7 189
Encours total brut	194 675	197 146
Dépréciation	7 957	7 679
Encours nets	186 718	189 467
Créances rattachées	981	1 015
Comptes de régularisation	131	254
Encours totaux	187 830	190 736

Le tableau de variation des dépréciations se présente comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Dotations	Reprises	31/12/16
Variations des dépréciations	7 679	527	249	7 957

Echéancier des encours sains au 31/12/2016 (hors créances rattachées) :

(En milliers d'euros.)	Total bilan	< 3 mois	3 m-1 an	1-5 ans	> 5 ans
Total	181 399	13 678	47 777	111 311	8 633

C) Participation et autres titres détenus à long terme. — Le portefeuille titre se compose essentiellement de titres de participation dans la SCI Capiforce (18 k euros).

D) Crédit-bail et location avec option d'achat :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Acquisition Dotation	Cession Reprise	31/12/16
Valeurs brutes	483 538	91 053	102 339	472 252
Amortissements	254 845	86 638	89 854	251 629
Valeur nette comptable	228 693			220 623
Créances rattachées	409			106
Créances douteuses	4 434			3 830
Dépréciations sur créances douteuses	- 2 912		557	- 2 355
Comptes de régularisation	- 186			- 192
Total	230 437			222 013

Les comptes de régularisation propres à l'activité de crédit-bail (- 192 k€) son rattachés à l'agrégat Compte de régularisation dans les Etats Financiers et non à l'agrégat Crédit-Bail au 31 Décembre 2016.

E) Immobilisation corporelles et incorporelles. — Les mouvements de l'exercice s'analysent de la façon suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Acquisition Dotation	Cession Reprise	31/12/16
Immobilisations incorporelles :				
Valeurs brutes	2 915	48		2 963
Amortissements	1 608	92		1 700
Valeur nette comptable	1 307			1 264
Immobilisations corporelles :				
Valeurs brutes	590	3		593
Amortissements	558	13		571
Valeur nette comptable	32			22
Total valeur nette	1 340			1 285

F) Autres actifs. — La décomposition des autres actifs est la suivante :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Etats, impôts et taxes	3 825	1 064
Avances permanentes aux GIE	212	261
Dépôts et cautionnements	41	41
Autres débiteurs divers	1 662	683
Total	5 740	2 049

G) Comptes de régularisation actif. — La décomposition des comptes de régularisation actif est la suivante :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Charges constatées d'avance	1	5
Produits à recevoir	5 120	5 313
Etats, impôts et taxes	550	567
Autres	597	457
Total	6 268	6 342

Les impôts différés ont été reconnus sur la base d'un taux de 34,43 %.

H) Dettes envers les établissements de crédit. — Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Compte à vue	0	0
Comptes et emprunts au JJ	0	0
Comptes et emprunts à terme	426 492	438 385

Dettes rattachées	548	614
Total	427 040	438 999

Echéancier des dettes envers les établissements de crédit au 31/12/2016 (hors dettes rattachées) :

(En milliers d'euros.)	Total bilan	< 3 mois	3 m-1 an	1-5 ans	> 5 ans
Total	426 492	31 280	96 526	291 158	7 528

I) Autres passifs. — La décomposition des autres passifs est la suivante :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Etats, impôts et taxes	3 606	577
Dépôts de garantie LOA	0	0
Fournisseurs d'immobilisations	647	3 424
Autres créditeurs divers	1 792	1 839
Total	6 045	5 839

J) Comptes de régularisation passif :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Charges à payer	5 759	5 815
Produits perçus d'avance	1 220	1 357
Autres	273	12
Total	7 252	7 184

Les produits perçus d'avance sont notamment constitués de frais de dossiers et d'intérêts perçus lors du financement de certains crédits clientèle. Ils sont étalés sur la durée de ces derniers.

K) Provisions :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Dotation	Reprise	31/12/16
Provision pour retraite	571	72		643
Provision pour risques clients	806	147	234	719
Provision pour risque	12	30		42
Total	1 389			1 404

La provision pour retraite est évaluée selon la méthode décrite au paragraphe E des principes comptables.

La provision pour risque clients concerne des litiges liés à la défaillance d'un fournisseur engagé dans des opérations de crédit-bail. Le risque encouru a été analysé et valorisé au cas par cas, en fonction des montants engagés par dossier et des décisions.

L) Capitaux propres. — Tableau de variation des capitaux propres :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/16
Capital	7 568			7 568
Report à nouveau	1	8		9
Réserve légale	757			757
Autres réserves	8 963	- 6		8 957
Prime de fusion	81			81
Résultat	8 284	- 8 284	8 426	8 426
Total	25 654			25 798

Le capital social est composé de 540 580 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 14 euros.

Au titre de l'exercice précédent un dividende de 15,32 euros a été attribué par action.

### 3. Notes sur le hors-bilan.

Les engagements de financement donnés sont relatifs aux crédits accordés à la clientèle et non encore financés.

A) Engagements de hors-bilan donnés :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Financement	76 471	79 622
Garantie	134	294
Total	76 605	79 917

B) Engagements de hors-bilan reçus :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Financement	7 894	22 059
Garantie	244 622	254 942
Total	252 516	277 001

Les engagements de garantie reçus proviennent principalement de l'activité de crédit-bail. Ils représentent la valeur du matériel donné en garantie par les clients.

#### 4. Notes sur le compte de résultat.

A) Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	10	0
Opérations avec la clientèle	14 527	14 944
Total	14 537	14 944

B) Commissions. — Les commissions payées ont été versées à des banques et à des apporteurs d'affaires.

Les commissions perçues sont relatives aux opérations faites avec la clientèle ou ont été versées par une banque.

C) Autres produits d'exploitation bancaire. — Sont notamment enregistrées dans ce poste :

— Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les Compagnies d'Assurance qui participent à la couverture des risques liés aux opérations de crédit.

— Les commissions provenant du placement auprès de la clientèle de produits d'assurance-vie, de capitalisation et d'assistance.

D) Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Salaires et traitements	4 621	4 065
Charges sociales	1 341	1 261
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	251	295
Charges de retraites	72	0
Participation	304	86
Intéressement	491	609
Autres charges de personnel	891	585
Dotations et reprises de provisions sur engagements sociaux	- 7	36
Charges de personnel	7 963	6 937
Impôts et taxes	972	890
Autres charges générales d'exploitation	7 795	7 941
Total charges d'exploitation	16 731	15 768

E) Coût du risque. — Le coût du risque se détaille de cette façon :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dotations aux provisions pour risque clients	- 594	- 1 887
Reprises de provisions	1 106	1 495
Dotation nette aux provisions de l'exercice	512	- 392
Créances passées en perte sur l'exercice	- 3 235	- 2 180
Récupérations sur créances amorties	2	22
Charges du risque sur opérations de crédit	- 2 725	- 2 550

F) Impôt sur les bénéfices. — La société est membre du groupe d'intégration fiscale dont BNP Paribas est la société mère.

L'impôt attaché à l'exercice se décompose comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Impôt social	4 339	4 332
Impôt différé	17	- 25
Total	4 357	4 307

5. Passage du résultat social au résultat financier. — Le passage du résultat social au résultat financier s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Résultat social avant impôt	12 668	12 591
Valeur nette comptable des immobilisations louées	- 220 623	- 228 693
Encours financiers	240 676	249 752
Créances rattachées et comptes de régularisation	1 146	1 230
Réserve latente brute N-1	- 22 289	- 23 358
Résultat financier avant impôt	11 578	11 522

#### 6. Autres informations.

A) Informations relatives aux entreprises liées et aux entreprises ayant un lien de participation :

(En milliers d'euros.)	Entreprises liées
Actif :	
Créances sur les établissements de crédit	45 159
Autres actifs	1 484
Passif :	
Dettes envers les établissements de crédit	427 040
Autres passifs	189

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, inclusives ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

B) Effectif moyen. — L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégorie professionnelle, est le suivant :

	2016	2015
Cadres	58	52
Techniciens de la banque	29	27
Effectif moyen total	87	79

C) Identification des sociétés consolidantes. — C.M.V Médiforce est consolidée par intégration globale dans les comptes de PERSONAL FINANCE (siège social : 1 boulevard Haussmann - 75009 PARIS), elle-même consolidée dans les comptes de BNP Paribas (siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS).

D) Rapport de gestion. — Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires au siège administratif, 143 rue Anatole France, 92300 LEVALLOIS PÉRET.

#### IV. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant l'existence d'un bénéfice social d'un montant de huit millions quatre cent vingt-cinq mille neuf-cent-cinquante-cinq euros et quarante-neuf centimes (8 425 955,49 €), de réserves facultatives disponibles d'un montant d'un million cent soixante-douze mille dix-huit euros et soixante-treize centimes (1 172 018,73 €) et d'un report à nouveau bénéficiaire disponible de neuf mille cent onze euros et vingt-trois centimes (9 111,23 €), et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2016 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à repartir :	
Résultat de l'exercice 2016	8 425 955,49 €
Réserves facultatives	1 172 018,73 €
Report à nouveau antérieur	9 111,23 €
Total	9 607 085,45 €
Emplois :	



Dividendes	9 606 106,60 €
Réserves facultatives	0 €
Report à nouveau	978,85 €
Total	9 607 085,45 €

L'Assemblée Générale constate un dividende, versé au titre de l'exercice 2016, revenant à chaque action à 17,77 €.

La mise en paiement de ce dividende interviendra au plus tard le 2 juin 2017.

Sur le plan fiscal, ce dividende ouvre droit à l'abattement bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

— au titre de l'exercice 2015 un dividende de 15,32 € par action éligible à l'abattement bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts ;

— au titre de l'exercice 2014 un dividende de 14,73 € par action éligible à l'abattement bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts ;

— au titre de l'exercice 2013 un dividende de 14,91 € par action éligible à l'abattement bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

## V. — Extrait du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CMV MEDIFORCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie : votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.A. 1.B. 2.B, 2.D, 4.E. de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 2 mai 2017.

*Les Commissaires aux Comptes :*

DELOITTE & ASSOCIES,  
Jean-Vincent COUSTEL ;

MAZARS,  
Nicolas DE LUZE.

**VI. — Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues, à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 2 mai 2017.

*Les Commissaires aux comptes :*

DELOITTE & ASSOCIES,  
Jean-Vincent COUSTEL ;

MAZARS,  
Nicolas DE LUZE.

**1703621**